

Cahier de Propositions du Cercle de Banamba

Salle de conférence du Conseil de cercle de Banamba
16 Décembre 2009

Comité de rédaction

Mabintou Sacko
Amadou Béidi Kéita
Sidiki Jacob Ouédrogo

Sous la supervision de

Aboubacar Diallo
Sory Ibrahima Coulibaly

I. PRESENTATION : Assemblée Malienne des Citoyens

1.1. Le processus

L'Assemblée malienne des citoyens, est un processus qui a pour objet de faire émerger à partir de différents milieux culturels et socioprofessionnels et à toutes les échelles territoriales du pays, en partant du niveau local, une vision partagée de la crise qui freine les évolutions de notre pays et des perspectives de sortie en terme de priorités et de stratégies communes.

Il s'agit à travers le processus de parvenir à :

- l'identification des valeurs, des défis et des engagements communs qui fondent la volonté du vivre ensemble des populations maliennes ;
- l'élaboration des principales mutations que les populations attendent ;
- et la construction de perspectives communes pour un développement qui respectent la diversité géographique et socioprofessionnelle des situations et des points de vue des acteurs.

Le processus de l'Assemblée malienne de citoyens se construit autour de trois phases dont :

- la phase locale (les communes et les cercles) ;
- la phase régionale ;
- et la phase nationale.

L'Assemblée Malienne des Citoyens est un processus ouvert et participatif qui vise donc la formulation d'un projet collectif. Il s'agit à travers une vaste consultation des acteurs divers d'élaborer les perspectives, en partant du local pour sortir de l'impasse et des crises qui bloquent les évolutions dans notre pays.

II. Méthodologie

Les rencontres communales de Banamba et de Touba organisées respectivement les 14 et 15 Décembre 2009 ont mobilisé une soixantaine de participants. Plusieurs couches socioprofessionnelles dont les femmes, les jeunes, les vieux, les chefs coutumiers et les représentants des services techniques ont pris part à ces rencontres qui ont permis de construire la parole communale et le présent cahier de proposition cercle.

Ce cahier est l'analyse transversale des paroles communales de Banamba et Touba tenue dans la salle de conférence du conseil de cercle le 16 Décembre 2009.

Cette rencontre a dégagé les thématiques majeures du cercle autour desquelles les débats se sont déroulés pour identifier les défis, les valeurs, les engagements et les propositions communes des participants

III. Monographie du cercle de Banamba

Le cercle de Banamba se situe la Région de Koulikoro, 2ème région administrative du Mali. Il couvre une superficie de 7 500 Km², soit 8,31% de la région. Il est limité :

- Au nord par le cercle de Nara ;
- Au sud par le cercle de Koulikoro ;
- À l'ouest par le cercle de Kolokani.
- À l'est par les cercles de Niono et de Ségou.

Il est découpé en neuf (9) communes rurales : Banamba, Benkadi, Boron, Duguwolowila, Kiban, Madina- Sacko, Sébété, Toubacoro et Toukoroba.

Le cercle comprend une population de 190 235 habitants (RGPH – 2009). La population du cercle est constituée de presque tous les groupes ethniques du pays : les Bambara, Sarakolés, Kagoros et Peulh semblent être les groupes majoritaires.

Le climat est de type soudano-sahélien avec l'alternance d'une saison sèche et d'une saison des pluies. Les moyennes thermiques oscillent entre 12 à 14°C pendant la période froide, et 35 à 43°C pendant la période chaude. La moyenne pluviométrique oscille autour de 650 mm. Les pluies sont mal réparties dans le temps et dans l'espace.

L'agriculture est fondamentale pour le cercle, faisant vivre plus de 80% de la population ; elle est vivrière et maraîchère. Les terres cultivables sont estimées à 266 060 ha. Les spéculations portent sur le mil, le maïs, le sorgho, l'arachide, le fonio, le sésame, le niébé, l'hibiscus, le vouandzou et les spéculations horticoles : tomate, oignon, choux, gombo, betteraves, etc.

L'élevage est la 2ème activité économique après l'agriculture. Il est essentiellement pratiqué par les Peuhls, Maures et secondairement par les Bambaras, les Sarakolés et les Kakolos. On y recense de grands marchés à bétail : Banamba, Madina-Sacko, Touba. L'élevage produit des cuirs et peaux dont les 2/3 sont écoulés vers Bamako, le reste est utilisé par les artisans locaux.

La pêche est une activité très marginale, à cause de l'absence de fleuve et de rivières importantes. Elle est surtout pratiquée dans les mares non aménagées pendant la période des pluies. Par endroit, elle fait l'objet de réjouissances populaires comme à Madina-Sacko, N'tamadi, Boromba et Sirané.

Le commerce est très développé dans le cercle de Banamba qui entretient d'excellentes relations commerciales avec Bamako, et des cercles comme Kolokani et Nara. Le commerce est dominé par les produits de l'agriculture et de l'élevage, mais les produits manufacturés sont de plus en plus abondants sur les marchés. Il porte aussi sur les objets d'art. De nombreuses essences forestières sont utilisées pour la réalisation de mortiers, pilons, manches de couteau et autres, etc. Les échanges se font à travers les foires hebdomadaires*.

VI. PAROLES DES ACTEURS

1.1.1.1. VALEURS

⇒ **Intégrité morale**

Dans la localité, l'intégrité morale est considérée comme une valeur intrinsèque de la personne humaine. Il se manifeste par la parole donnée, l'honnêteté vis-à-vis des autres.

⇒ **Patriotisme**

Pour les acteurs locaux, le patriotisme de tous citoyens est un gage pour engagement à la construction de la nation et de sa collectivité.

⇒ **Respect des autorités coutumières et religieuses**

Les autorités coutumières et religieuses sont respectées des populations du fait de leur importance dans la régulation sociale et la gestion des conflits entre les personnes.

1.1.1.2. DEFIS

▪ **Autosuffisance alimentaire**

La faible pluviométrie, le manque de fertilité des sols, le déficit d'encadrement des paysans et la désertification sont les problèmes évoqués par les participants de manière générale pour expliquer la difficulté d'assurer l'autosuffisance. Cela explique l'existence de « poches de famine » dans le cercle.

▪ **Confusion des responsabilités entre les élus locaux et les représentants de l'Etat (gouvernance locale)**

Dans le cercle, il existe un chevauchement des responsabilités entre les différents acteurs : les maires, les députés, les représentants de l'État, etc. Ces différents acteurs interviennent souvent dans le champ des compétences des autres ce qui entraîne des frustrations et entrave la bonne marche des collectivités.

▪ **Lutte contre la corruption**

Pour les populations la corruption est excessive, au niveau de la gestion de l'administration publique et aussi au niveau de la gouvernance des collectivités locale par les élus locaux. Cette corruption se manifeste par le mensonge face aux populations, le non respect des textes et règlements régulant le service public, l'absence d'intégrité face à la chose publique, le laxisme dans la gestion des biens publics et le clientélisme.

▪ **Personnel enseignant de qualité**

Le manque de personnel enseignement de qualité est relatif selon les délégués à plusieurs facteurs dont : l'effritement des valeurs sociétales, les multiples reformes du système éducatif et d'autre part à la démission des parents et l'abandon de l'éducation communautaire des enfants, le transfert précoce d'une partie de l'éducation aux collectivités, le faible suivi des enfants à la maison aussi bien qu'à l'école et la défaillance du système d'évaluation des élèves et des maîtres.

▪ **Réduction des coûts de santé**

Les défis qui se posent au cercle de Banamba en matière de santé sont : la faible qualité des prestations des soins de santé, l'insuffisance de personnel qualifié dans les centres de santé, le coût trop élevé des médicaments empêchent les populations à fréquenter convenablement les centres de santé.

1.1.1.3. PROPOSITIONS

➤ ***Autosuffisance alimentaire***

- L'encadrement des paysans ;
- La lutte contre la désertification ;
- La proposition des solutions alternatives à l'exode rural (lors des saisons pluvieuses).

➤ ***Confusion des responsabilités entre les élus locaux et les représentants de l'Etat (gouvernance locale)***

- Mettre en place des espaces d'échanges et de concertation entre les acteurs locaux (les délégués pensent que la concertation entre les leaders locaux et les populations est un impératif pour la réussite de notre jeune processus de décentralisation) ;
- En outre ces concertations permettraient de révéler toute l'importance des acteurs locaux dans le processus de la gouvernance surtout locale.

➤ ***Lutter contre la corruption et la démagogie dans les collectivités locales et dans l'administration publique***

- Instaurer une conscience professionnelle dans la gestion des biens publics
- Renforcer la participation des femmes dans les instances de décision ;

- Renforcer et dynamiser les systèmes traditionnels de gestion des conflits ;
 - L'État doit aussi sanctionner la corruption dans notre pays.
- ***Mettre en place un système éducatif citoyen et porteur de perspectives pour les jeunes***
- Les délégués ont proposé d'instaurer un système éducatif performant et durable ;
 - De mettre dans les écoles des enseignants qualifiés ;
 - De multiplier les infrastructures scolaires afin de diminuer la pléthore dans les classes.
- ***Accès aux soins de santé***
- Dans cette perspective, il importe de suffisamment améliorer la qualité des soins dans les centres de santé ;
 - Favoriser l'appropriation de ces centres par les populations ;
 - Par rapport à la faiblesse du pouvoir d'achat des populations en ce qui concerne les médicaments, il a été proposé le développement des initiatives de mutualité.

1.1.1.4. ENGAGEMENTS

- ⇒ Dynamiser les organisations (coopératives) locales ;
- ⇒ Utiliser la fumure organique pour réduire les coûts de production et protéger l'environnement de la dégradation ;
- ⇒ Une sensibilisation massive des populations, des élus locaux et des autorités administratives pour un changement de comportement permettrait à chacun de mesurer l'importance du partenariat dans le processus du développement des collectivités ;
- ⇒ Instaurer un cadre de dialogue et de concertation entre le sommet et la base pour l'exercice du pouvoir (les politiques et la population) ;
- ⇒ Exiger la redevabilité des élus locaux dans la gestion des affaires communales.

